

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N°296 DU LUNDI 25 SEPTEMBRE 2023 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

OPINION

La spécificité de la transition guinéenne à l'honneur !



Édito à vue d'Aigle

Un discours diversement apprécié

Le jeudi 21 septembre 2023, à la tribune de l'ONU, le président de la transition guinéenne, le colonel Mamadi Doumbouya, a prononcé un discours diversement apprécié dans le cadre de la 78ème session ordinaire de l'assemblée générale de l'organisation, avec pour thème «Paix, prospérité, progrès et durabilité». Ce fut une grande première pour le tombeur d'Alpha Condé... P.2

P.3

DISCOURS DU COLONEL DOUMBOUYA À L'ONU



Le regard de l'analyste politique
Aly Souleymane Camara

DISCOURS DE DOUMBOUYA À L'ONU



« Le Colonel est passé à côté, il a été trompé par son ministre des AE » (Cellou Baldé)

78ÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU



Le discours du président de la transition guinéenne

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL

P.11

Travaux de réalisation de quarante-sept (47) forages dans les préfectures de Boké et Coyah

DISCOURS DU COLONEL DOUMBOUYA À NEW-YORK

La lecture qu'en font certains acteurs politiques guinéens

MÉDIAS

P.4

Nouhou Baldé interpellé sur le blocage du site Guineematin



Édito à vue d'aigle



Un discours diversement apprécié

Le jeudi 21 septembre 2023, à la tribune de l'ONU, le président de la transition guinéenne, le colonel Mamadi Doumbouya, a prononcé un discours diversement apprécié dans le cadre de la 78ème session ordinaire de l'assemblée générale de l'organisation, avec pour thème « Paix, prospérité, progrès et durabilité ». Ce fut une grande première pour le tombeur d'Alpha Condé. Il en a profité pour donner ce qu'il considère comme les raisons profondes des coups d'Etat en Afrique. « Je souhaite que l'on retienne bien que les vrais putschistes, les plus nombreux, qui ne font l'objet d'aucune condamnation, c'est aussi ceux qui manigancent, qui utilisent la fourberie, qui trichent pour manipuler les textes de la constitution afin de se maintenir éternellement au pouvoir », a-t-il fait savoir. Avant de pointer du doigt le modèle de gouvernance imposé à l'Afrique. « L'Afrique souffre d'un modèle de gouvernance qui

lui a été imposé. Un modèle certes bon et efficace pour l'Occident qui l'a conçu au fil de son histoire, mais qui a du mal à s'adapter à nos réalités, à nos coutumes, à notre environnement. Hélas la greffe n'a pas pris », relève-t-il. L'actuel locataire du palais Mohammed V ne s'est pas empêché d'inviter la CEDEAO dont la vocation était économique, à cesser de se mêler de politique et à privilégier le dialogue. Et s'il y a une chose qui aura aussi marqué plus d'un observateur, c'est le fait que le chef de l'Etat guinéen se soit posé en panafricaniste, quitte à froisser les chancelleries occidentales. « Nous trouvons insultants les classements qui tantôt nous placent sous l'influence des Américains, tantôt sous celle des Anglais, des Français, des Chinois, des Russes et même des Turcs. Nous ne sommes ni pro ni anti Américains, ni pro ni anti Chinois, ni pro ni anti Français, ni pro ni anti Russes, ni pro ni anti Turcs. Nous sommes tout simplement pro Africains. C'est tout. Nous mettre sous la coupe de telle ou telle puissance est une insulte, du mépris, du racisme vis-à-vis d'un continent de plus d'un milliard trois cent millions de personnes. Il est important dans cette prestigieuse et influente assemblée que l'on comprenne clairement, définitivement que l'Afrique de papa, la vieille Afrique, c'est terminé. Nous sommes suffisamment matures pour définir nos priorités, pour concevoir notre propre modèle qui corresponde à notre identité, à la réalité de nos populations, à ce que nous sommes tout simplement », a martelé avec force l'ancien commandant du groupement des Forces spéciales, qui, le 5 septembre 2021, a renversé le régime du professeur Alpha Condé. Pour ses partisans, le colonel Mamadi Doumbouya a tenu un discours historique à la tribune des Nations unies. Quant à ses détracteurs, ils parlent plutôt de discours creux et populiste.

Kéfina Diakité

ACCUEIL DU COLONEL DOUMBOUYA À NEW-YORK Ce qu'en pense l'activiste Doussou Condé

Mme Sanoh Doussou Condé n'est plus à présenter aux Guinéens. C'est une activiste guinéenne vivant aux Etats-Unis d'Amérique. Parlant de la mobilisation des Guinéens à la faveur de la visite du président de la transition colonel Mamadi Doumbouya à New York pour prendre part à la 78ème session ordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU, elle s'est à Mediaguinee.



« Vous m'avez trouvée dans le camp de l'opposition non? Malgré que j'ai porté une tenue pour venir soutenir le CNRD, je suis venue pour soutenir la Guinée, mon pays, qui a eu l'honneur d'être invité à une grande session comme ça. Il est de mon devoir de venir soutenir mon pays, vous comprenez bien? Cette tenue là je l'ai eu par l'intermédiaire de ma protégée qui est l'épouse du ministre des Mines. C'est elle qui est venue distribuer ces tenues à tout le monde. Puisqu'elle est ma protégée, elle m'a demandé, sœur Doussou Condé, prends cette tenue-là. J'ai dit : je ne veux pas la porter parce que je suis simplement Guinéenne. Elle me dit : prends pour nous soutenir, pour soutenir mon mari. Elle a commencé de dire, j'ai dit il n'y a aucun problème, je prends. Je l'ai porté, mais Dieu sait que mon cœur est guinéen », a-t-elle confié au site Mediaguinee.

« Je reproche au colonel Mamadi Doumbouya, le manque de poigne. L'homme que j'ai vu le 5 septembre 2021, le message qu'il a lancé et l'homme que je vois aujourd'hui est différent. Et j'ai peur, parce que Alpha Condé aussi était comme ça, il y a eu un groupe qui l'a pris en otage, il ne savait même plus ce qui se passait chez le bas peuple. Et c'est la même chose qui se répète aujourd'hui avec le colonel

Mamadi Doumbouya, c'est très grave... Je lui demande, comme il y a eu une évaluation non, il y a eu des médiocres, des passables et des excellents. Mais les médiocres et les passables n'ont qu'à dégager. Il y a plein de Guinéens qui sont capables d'aller mouiller, tout le monde est ministrable pour changer profondément. Mais paradoxalement eux tous, ils sont habitués au luxe aujourd'hui. Ils sont tous devenus brillants, beaux. Il y a d'autres mêmes qui parlent de politique, étant membre du gouvernement, le phénomène, Ousmane Gaoual... Je demanderai au peuple de Guinée d'être serein, je comprends leur souffrance. La majorité souffre aujourd'hui, quand j'ai vu l'image de Boffa, j'étais sidérée. Je sais que la majorité souffre, j'ai de la famille là-bas. Les gens m'appellent de partout. Chaque fois je l'appelle, il me dissuade non ce n'est pas comme ça, ils ont aggravé. Je ris, je le comprends. », a-t-elle ajouté.

Mamadou Oury



OPINION

La spécificité de la transition guinéenne à l'honneur !

Coup d'Etat par-ci, coup d'Etat par-là, chacun prêche pour sa paroisse.

De tous les hommes en treillis au pouvoir, seule la Guinéenne fut représentée par son président de transition donnant lieu à un déplacement officiel d'envergure internationale qui vaut son pesant d'or pour rassurer les partenaires sur la conduite de la transition. Le malien Assimi Goïta s'est contenté d'envoyer son ministre des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop. Au Burkina Faso c'est Bassolma Bazié de la fonction publique qui a représenté Ibrahima Traoré. Le gabonais Brice Oligui Clotaire Nguema a mandaté son Premier ministre Raymond Ndong Sima.

Quant au Niger, le tombeur de Bazoum Adbourahamane Tiani a dépêché Yaou Sangaré Balary des Affaires étrangères mais rien n'est sûr qu'il pourra s'exprimer à la tribune de l'assemblée.

Le chef d'Etat guinéen est au grand rendez-vous de la 78^e assemblée générale des Nations unies ouverte à New York le 19 septembre. Entre coup diplomatique et lobbying économique, Doumbouya pousse les limites de l'impossible grâce à sa formation de soldat d'élite, il n'est pas camarade de quelqu'un à part la Guinée qu'il aime et vénère tant.

Hier et aujourd'hui

Qui l'eût cru au regard des sanctions en cascade projetées sur la Guinée par l'ex-



président tonitruant de la CEDEAO en la personne du jeune Umaro Sissoco Embaló. Je dois affirmer sans honte que j'avais eu peur, il m'était arrivé de penser que le ciel tombait sur le pont de Madina qui est un passage obligé d'un million de Guinéens par jour, soit 41.666 par heure.

Je suis content de constater que le pont est toujours en place, que Embaló n'y est plus et rien n'en est. C'est pas anodin si Mamadi Doumbouya se rend à New York au siège des Nations unies, dont la

Guinée est membre depuis 12 décembre 1958 parmi les 193 États admis à l'adresse 405 East 42nd Street, New York, NY, 10017, dans l'arrondissement de Manhattan.

L'avion présidentiel floqué du Branding National à bel et bien été aperçu à l'aéroport de Teterboro dans le New Jersey. C'est le lieu de reconnaître que tous les pronunciamiento se ressemblent mais ne sont pas du même calibre. La Guinée n'est pas un Etat orphelin, il a aussi ses parrains et ses

admirateurs prêts à la remettre dans le concert des nations.

Rappel des faits

Notre constitution d'alors a été suspendu pour silence coupable et pour sa complicité du troisième mandat illégal ayant généré le pire quiproquo conflictuel de notre histoire. Doumbouya n'a pas manqué d'en parler dans son adresse de près de 20 minutes du haut de la tribune des Nations unies en ces termes : « Je demande à la Cedeao de ne pas se mener de la politique, les coups d'Etat sont la suite logique des confiscations du pouvoir, du fricotage de la constitution et des règles préétablies ». Il va plus loin en disant : « Mon uniforme je l'ai mis au service de mon peuple. Je vous serais reconnaissant de respecter ce serment ». J'ai aimé cette partie, ça me convient et je crois qu'on ne peut pas dire mieux que ça.

Les nouvelles autorités ont opté pour un Conseil National de la Transition qui est l'organe législatif monocaméral en lieu et place de l'ancienne assemblée nationale des sans voix déjà clouée sous les ordres du monarque flanqué au palais en train de savourer Aragon del Cubana.

Le Cnt a vu le jour dans une période d'exception suite à une consultation élargie du peuple, Ce n'est pas une invention du diable.

Paradoxe et l'incongru du peuple

Comme partout ailleurs, toute exception est applaudie et bien accueillie mais ne se maintient

jamais au sommet de sa beauté à la naissance. Je ne suis pas surpris de voir qu'il y a des citoyens qui en veulent aux dirigeants du moment juste deux ans après le pronunciamiento du 05 septembre 2021. Le paradoxe du peuple dont je fais mention ci-dessus c'est d'avoir vite oublié tout le calvaire que nous avons subi ces dix dernières années entre Gbassikoro, Bissandougou et Yalenzou.

Je suis un perfectionniste intransigeant, je sais également que tout n'est pas beau et parfait chez les nouvelles autorités du CNRD. J'imagine que la note après l'évaluation par la primature ne dépassera pas 13/20 globalement et 15/20 par endroits très minoritaire relative aux erreurs des débutants en exercice du pouvoir d'Etat.

Séjour du président Mamadi Doumbouya à New-York

Après sa rencontre d'usage avec António Guterres l'ancien Premier ministre portugais aujourd'hui secrétaire général des Nations unies, l'instant crucial s'est invité aussitôt afin de bien préparer le maître des lieux à monter sur scène le lendemain: ce qui fut fait.

Après l'allocution, c'est le trop plein du ballet diplomatique sur le plan bilatéral et multilatéral autour d'un rapprochement au sommet dans l'intérêt supérieur de la Guinée. J'aurais mieux écrit si j'avais été à l'école. Pardonnez-moi de mon illettrisme. Libre opinion

Thomas Morgan Mamy
Whatsapp 623 19 49 16

DISCOURS DU COLONEL DOUMBOUYA À NEW-YORK

La lecture qu'en font certains acteurs politiques guinéens

Le discours du président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, tenu le jeudi 21 septembre à la tribune des Nations unies, a fait réagir certains acteurs politiques guinéens. C'est le cas d'Alhoussein Makanera Kaké, de Souleymane Souza Konaté de l'UFDG et de Faya Millimouno du BL qui, le vendredi 22 septembre, se sont prononcés sur le sujet dans deux émissions de grande écoute, à savoir Mirador de FIM FM et le Before des GG d'Espace.

« Ce discours du Colonel interpelle le modèle de démocratie dont il dit avoir fait un constat d'échec. C'est une

interpellation, contrairement à ce que certains peuvent penser que ce n'est destiné qu'aux Occidentaux. Ce n'est tout à fait pas cela. Il s'adresse plutôt à l'élite politique et intellectuelle. On a vu comment les constitutions ont été rédigées chez nous, en faisant la compilation des constitutions d'ailleurs pour en faire celle guinéenne. Cette fois-ci, nous avons choisi une démarche différente, on est allé vers les Guinéens, on les a écoutés, cet exercice doit continuer, parce que si nous devons avoir une constitution qui nous ressemble et qui nous rassemble, il faudrait que cette constitution soit l'empreinte des réalités guinéennes, pas

des réalités françaises ou américaines », a déclaré Dr Faya Millimouno, le chef de file du Bloc libéral.

Souleymane Souza Konaté de l'UFDG, pour sa part, a dit ceci : « Pour nous le discours du Colonel Mamadi Doumbouya est un véritable parjure au regard des engagements qui ont été tenus le 5 septembre 2021. Ce discours est un véritable fiasco, non seulement sur la forme et surtout sur le fond. Il s'est livré à un véritable réquisitoire contre la démocratie et la communauté internationale et encore contre les leaders politiques, alors qu'il était attendu sur un autre pan. Ça fait deux ans qu'ils sont aux

affaires, depuis qu'ils sont arrivés à cet accord avec la CEDEAO autour des 10 points, on attendait du Colonel Mamadi Doumbouya qu'il nous dise ce qu'il a véritablement fait pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel. Malheureusement nous n'avons rien entendu de tout ça »

Alhoussein Makanera Kaké, ancien ministre de l'Information et de la Communication, a lui aussi fait des observations par rapport au discours de Doumbouya en ces termes : « En réalité, quand on prend ce discours, on voit très peu ce thème là traité dans le discours. Donc pour moi, à partir de là on ne peut pas dire

que le discours était bon. J'ai également entendu dire les gens qu'il a été très courageux en tant que panafricain pour dénoncer les tares(...). Mais je voudrais vous dire deux choses : la première, c'est qu'aux Nations-Unies, quand vous y allez, vous êtes libres de tenir votre discours comme vous voulez. Et donc, il n'y a aucun courage dedans.

Deuxièmement, je voudrais rapidement dire que dans le discours, j'ai noté certaines incohérences. Par exemple lorsque le Président Mamadi Doumbouya dit que le modèle de démocratie que l'Europe a imposé à l'Afrique n'a pas marché. »

Mamadou Saïdou

INTERVIEW

DISCOURS DU COLONEL
DOUMBOUYA À L'ONU

Le regard de l'analyste politique Aly Souleymane Camara

Au lendemain du discours tenu par le président de la transition, les réactions ont continué de plus belle. Comme les acteurs sociopolitiques, les analystes politiques se sont intéressés à cette adresse de l'homme du 05 septembre 2021. De l'avis de Aly Souleymane Camara, analyste politique, le président du CNRD n'a pas touché la véritable question sur laquelle le peuple de Guinée l'attendait.

L'Aigleinfos : Vous avez suivi le discours du président de la transition à la 78^{ème} session des Nations unies. Quel



Aly Souleymane Camara : Ce discours, je l'analyse sur deux angles principaux. Premièrement, il faut penser à la posture du président. Ces derniers temps, le Colonel est passé du treillis à la tenue civile. Il se comporte comme un président de la République qui a bénéficié du mandat du peuple. Deuxièmement, il fait aussi un procès du système démocratique par les nations qui se sentent de plus en plus démocratiques, et la libération des peuples africains à l'image de l'Asie et de l'Amérique Latine pour prendre leur destin en main.

L'Aigleinfos : Le Colonel a affiché une position de l'Afrique qu'il a qualifiée de nouvelle Afrique. En disant nous ne sommes ni pro français, ni pro américains, ni pro russes ou turcs. Nous sommes simplement pro africains. Qu'est-ce que ces déclarations vous laissent entendre ?

Aly Souleymane Camara : Il y a en réalité depuis un certain moment la redéfinition des relations bi et multilatérales entre l'Afrique et les grandes puissances et de l'autre côté, il y a le repositionnement géostratégique qui est mis sur la balance internationale. Imaginez-vous depuis plus de soixante ans d'indépendance, nous continuons à avoir ce regard-là vis-à-vis du continent. Cela veut dire que ce discours est plein de sens mais il reste à savoir si ce discours lui a été soumis juste pour lecture ou ça reflète son intention, son ambition pour cette Afrique unie, développée, émancipée pour prendre son destin en main ou c'était de tenir des déclarations sans fondement.

L'Aigleinfos : Beaucoup de politiques regrettent que nulle part le Colonel n'a fait mention dans son

discours, de l'évolution de la transition qu'il mène ou encore du retour à l'ordre constitutionnel.

Aly Souleymane Camara : Il y a vraiment une nécessité du président de la transition quant à la tenue d'une élection finalisant la transition mais il n'a pas été explicite sur cette question dans la mesure où en Guinée on a du mal à cerner la visibilité du chronogramme de la transition. Il s'est plutôt mis à faire le procès de ceux-là qui bénéficient d'une attestation de démocrates. On se demande est-ce qu'il a envie de faciliter le retour des civils au pouvoir ? Et cela pourrait remettre en question le délai des 24 mois initialement prévu pour le retour à l'ordre constitutionnel.

L'Aigleinfos : Est-ce qu'il y a une sincérité dans ce discours tenu par le Colonel à la tribune des Nations-unies ?

Aly Souleymane Camara : Bon, un français disait que ne croient aux discours que ceux qui ont envie d'y croire. Aujourd'hui, il reste à savoir s'il faut croire en ses paroles. En tout cas pour moi ce qu'il a dit, il y a une certaine incohérence par rapport à ses engagements de la prise du pouvoir le 05 septembre 2021.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Aly Souleymane Camara !

Aly Souleymane Camara : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

MÉDIAS

Nouhou Baldé interpelle sur le blocage du site Guineematin

Le mardi 19 septembre 2023, Nouhou Baldé, dans une interview accordée à Mediaguinee a interpellé l'opinion nationale et les journalistes sur le blocage de son site d'information Guineematin, dont il est le fondateur.



« C'étaient des restrictions qu'on avait imposées au site, maintenant, c'est un blocage total. Les restrictions c'est quoi ? C'est qu'on limitait la possibilité d'accès au site. S'il avait des milliers de personnes qui parvenaient à l'ouvrir par minute, par heure, ainsi de suite, on réduit ça à une petite dizaine de personnes qui parviennent à accéder. Donc, au départ c'était cela, c'est ce qui fait que beaucoup ne croyaient pas quand on disait que le site avait des problèmes, moi, en premier. Les premiers lecteurs qui m'ont contacté pour dire que le site avait des difficultés d'accès, je leur avais dit de redémarrer leur téléphone, de se reconnecter et de changer d'opérateur. Parce que j'étais certain que c'était à leur niveau puisque moi, je parvenais à ouvrir le site. »,

a-t-il confié. Et de lancer cet appel : « Ce que je peux dire aux autres confrères journalistes, c'est de savoir que Guineematin n'a rien fait pour mériter cela. Nous n'avons fait que notre travail, il n'y a aucune plainte à notre niveau, ni ailleurs. Puisque vous avez constaté que c'est la HAC, elle-même qui a accompagné notre plainte au niveau de l'ARPT. Ça veut dire qu'il n'y a pas de reproches, il n'y a pas de plainte déposée au niveau de la HAC. Personne ne sait en réalité pourquoi on a verrouillé le site Guineematin en Guinée. »

Espérons que le cri du cœur du fondateur de Guineematin sera entendu par toutes celles et tous ceux qui se battent pour la liberté de la presse.

Mamadou Oury

« Le secret du changement consiste à concentrer son énergie pour créer du nouveau, et non pas pour se battre contre l'ancien. »

Dan Millman



DISCOURS DE DOUMBOUYA À L'ONU

« Le Colonel est passé à côté, il a été trompé par son ministre des AE » (Cellou Baldé)

Le discours tenu par le Colonel Mamadi Doumbouya à la tribune des Nations unies le jeudi dernier est diversement apprécié par les acteurs politiques guinéens. A l'Union des Forces Démocratiques de Guinée, cette sortie du président de la transition guinéenne est considérée comme une déception totale. Joint le vendredi à Labé où il était en séjour, le coordinateur des fédérations de l'intérieur de l'UFDG n'a pas été tendre par rapport à l'allocution faite par le président de la transition guinéenne, à la tribune des Nations unies.

L Aigleinfos: Quelle lecture faites-vous du discours tenu par le président de la transition à la tribune des Nations unies?

Cellou Baldé: Je l'avais déjà dit que moi je m'attendais pas à grand-chose à cette participation du Colonel Mamadi Doumbouya à cette session des Nations unies d'autant plus que je m'interrogeais par rapport à ce qu'il a à livrer comme message en relation avec le retour à l'ordre constitutionnel et bien entendu la réalité nous a donné raison. Il est allé prononcer un discours panafricaniste, se mettre sur les traces des compagnons de l'indépendance qui avaient les mêmes discours, fustiger le colonisateur ou l'impérialisme. Ce qu'on attendait du Colonel, qu'il dise devant l'opinion internationale où il en est aujourd'hui en Guinée, par rapport à ce processus de transition.

L'Aigleinfos: Dans son discours, le Colonel a soutenu que la démocratie n'est pas bonne pour l'Afrique car les élites africaines, une fois au pouvoir se servent des



prétextes de ce modèle de gouvernance pour s'éterniser au pouvoir.

Cellou Baldé: On ne peut pas comprendre qu'après deux ans de transition que le Colonel vienne dire aux gens voici pourquoi on a pris le pouvoir. Tout le monde connaît s'il y a eu troisième mandat, c'est parce qu'eux-mêmes forces spéciales d'alors ont accompagné un président civil. Sinon un président civil n'est qu'un individu qui n'a que sa parole et son Bic, il n'a pas des armes. Donc il ne doit pas oublier qu'ils sont ceux-là qui accompagnent et exécutent les sales besognes.

L'Aigleinfos: Est-ce que vous voulez nous dire que le type de discours prononcé par le patron du CNRD ne répond pas à vos aspirations ?

Cellou Baldé: Nous sommes déçus car le Colonel est passé à côté de son discours. Je crois qu'il a été une fois encore trahi par son ministre des Affaires étrangères, il a été trompé par les membres du gouvernement qui l'ont précédé mais il a été également trompé par ceux-là qui lui ont proposé ce type de discours.

L'Aigleinfos: La Guinée

n'est pas le seul pays en transition. Il y a le Burkina Fasso, le Mali, le Niger, le Gabon,... mais contrairement aux putschistes, le Colonel est celui-là dont la transition est appréciée par l'OIF, on peut même dire par des organisations internationales même si elles se réservent de le dire. Donc en clair, quel devrait être le contenu de l'allocution de Mamadi Doumbouya ?

Cellou Baldé: Je crois qu'il aurait pu se démarquer des autres putschistes de la sous-région parce que les contextes ne sont pas les mêmes. Il aurait pu présenter une belle image du Colonel qu'il est et il aurait pu présenter une belle image de la transition guinéenne en montrant un peu les acquis et en disant à la communauté internationale que nous sommes un modèle, nous faisons du chemin malgré toutes les difficultés. Voici où sommes par rapport à la nouvelle constitution, la mobilisation des ressources pour le retour à l'ordre constitutionnel et maintenant lancer un appel à la tribune de l'ONU.

L'Aigleinfos: Donc pour vous, le fait que le Colonel n'ait pas réitéré son engagement de faire respecter les 24 mois de transition voudrait dire qu'il a l'intention de confisquer le pouvoir ?

Cellou Baldé: C'est évident et nous l'avons déjà dit il y a longtemps. Le Colonel et son gouvernement de transition sont aujourd'hui dans ce schéma. Tout ce qu'ils sont en train de faire c'est pour aller dans ce sens. C'est pour dire à la communauté internationale fermez vos yeux. C'est ça aussi le malheur de lire ce qu'on t'a donné quand toi-même tu n'es pas conscient de ce que tu lis. Il est allé jusqu'à dire que la CEDEAO parce qu'il dit "économie", ne doit pas parler de politique. C'est extrêmement grave pour quelqu'un qui dirige un Etat. Voilà combien de fois il n'a pas la volonté d'aller aux élections.

L'Aigleinfos: Merci à vous Monsieur Cellou Baldé !

Cellou Baldé: C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

SPORTS

Ce que le ministre Béma Diallo attend du sélectionneur du Syli national

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Lansana Béma Diallo, dans l'émission «ORLM» de Djoma Médias, du mardi 19 septembre, a dit ce qu'il attend du sélectionneur du Syli national. Il s'agit bien évidemment de Kaba Diawara, qui, on le sait, est critiqué par certains pour son refus d'appeler en sélection le sociétaire de l'Olympicos, Mady Camara.

« Kaba Diawara, on lui a fixé un objectif, on a un contrat, on a dit à Kaba Diawara qualifie l'équipe, quelle que soit la manière. Donc l'équipe est qualifiée... Le 2ème objectif que je me fixe aujourd'hui ce n'est pas les 8èmes de finale, ce n'est pas les quarts de finale c'est au moins les demi-finales, ça c'est mon exigence à moi. Mais il peut être même éliminé en 8ème de finale même si mon exigence voulait qu'il soit en demi-finale. Kaba me rassure parce qu'il a cette capacité. Je pense aujourd'hui

amener des joueurs dans un état d'esprit permet d'aller gagner effectivement cette compétition. Moi je pense qu'il a cette capacité... Ce qui est important c'est la cohésion du groupe, c'est l'esprit dans lequel on est aujourd'hui. Si quelqu'un sort du contexte qui peut rassembler tout le monde c'est fini, on fout le bordel. Ce cas pour moi doit être réglé en interne, on doit en discuter, on ne peut pas faire du bruit derrière ça. Si Kaba Diawara estime que le gars est indispensable pour lui, il faut

qu'il puisse discuter avec lui pour l'emmener. Et s'il a envie de revenir dans le groupe, il va faire une démarche positive, pour dire je veux faire partie de cette aventure, je vais vous accompagner parce que finalement ce qu'on veut c'est l'intérêt de la Guinée », a fait savoir le ministre Lansana Béma Diallo dans l'émission «ORLM» de Djoma Médias.

Mamadou Saïdou



78ÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

Le discours du président de la transition guinéenne

Le jeudi 21 septembre 2023, le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, était à la tribune de l'ONU pour prononcer son discours dans le cadre de la 78ème session ordinaire de l'assemblée générale de l'organisation.

« Monsieur le Président,

Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,

Monsieur le Secrétaire général,

Je voudrais avant de commencer, Monsieur le Président, vous adresser les chaleureuses félicitations de la délégation guinéenne pour votre brillante élection à la présidence de la 78ème session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Je voudrais également devant cette auguste assemblée, vous assurer du soutien de mon pays.

Je souhaite par la même occasion rendre un hommage mérité à votre prédécesseur, Monsieur CSaba Körösi de la Hongrie.

À Monsieur le Secrétaire général, Monsieur Antonio GUTERRESS, je le remercie pour le dévouement avec lequel il dirige notre organisation.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

En venant prendre part aux travaux de la 78ème session ordinaire de notre Assemblée, je voudrais m'acquitter d'un devoir, celui de vous transmettre les chaleureuses salutations du peuple souverain de Guinée.

Mon pays qui continue de fonder un espoir en l'Organisation des Nations Unies pour trouver des solutions idoines aux questions auxquelles notre monde continue d'être confronté. Dans ce cadre, nous pensons que les fondamentaux qui ont sous-tendu à la création de notre organisation doivent s'adapter aux mutations profondes de notre société.

L'objectif du thème de la présente session « Paix, prospérité, progrès et durabilité », est d'actualité, évocateur et mérite une attention particulière de notre part.

Epidémie de coup d'état en Afrique. Après celle de la Covid-19, le continent est frappé par celle des putschs militaires. Notamment dans les pays francophones du sud du Sahara. C'est tout le monde qui les condamne. Qui les sanctionne. Qui s'émue de la réapparition brusque de cette pratique que l'on croyait révolu. A juste titre.

Mais j'ai envie de dire que la communauté internationale doit avoir l'honnêteté et la correction de ne pas se contenter de dénoncer les seules conséquences, mais de s'intéresser et de traiter les causes.

Les coups d'Etat, s'ils se sont multipliés ces dernières années en Afrique, c'est bien parce qu'il y a de raisons très profondes. Et pour traiter le mal, il faut s'intéresser aux causes racines. Le putschiste n'est pas seulement celui qui prend les armes pour renverser un régime. Je souhaite que l'on retienne bien que les vrais putschistes, les plus nombreux, qui ne font l'objet d'aucune condamnation, c'est aussi ceux qui manigancent, qui utilisent la fourberie, qui trichent pour manipuler les textes de la constitution afin de se maintenir éternellement au pouvoir. C'est ceux en col blanc qui modifient les règles du jeu pendant la partie pour



conserver les rênes du pays. Voilà les putschistes les plus nombreux.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Je fais partie de ceux qui, un matin, ont décidé de prendre nos responsabilités pour éviter à notre pays un chaos complet. Une situation insurrectionnelle. Aucune force politique, toutes complètement neutralisées à l'époque, n'avait le courage et les moyens de mettre un terme à l'imposture que nous vivions. La rectification institutionnelle à laquelle mes frères d'armes et moi avons pris nos responsabilités le 5 septembre 2021 n'était qu'une conséquence de cette situation de chaos qui avait fini par fissurer le tissu social et mettre à mal le vivre ensemble.

En Afrique, notamment en Afrique de l'Ouest, nous assistons avec l'évolution de nos sociétés à des prises de responsabilités par les Forces de Défense et de Sécurité qui suscitent interrogations, réflexions et actions de la Communauté internationale. La question que nous devons nous poser face à cette situation est la suivante : pourquoi les transitions militaires maintenant ? Je ne prétends pas avoir toutes les réponses à cette question. Mais, je voudrais donner des éléments de réponse à partir de l'expérience vécue dans mon pays par le peuple de Guinée et par-delà d'autres pays de l'Afrique de l'ouest confrontés aux mêmes réalités.

Sans être exhaustif, nous pensons que les transitions qui sont en cours en Afrique sont dues à plusieurs facteurs parmi lesquels on peut citer les promesses non tenues, l'endormissement du peuple, le tripatouillage des constitutions par des dirigeants qui ont pour seul souci de se maintenir indéfiniment au pouvoir au détriment du bien-être collectif. Aujourd'hui les peuples africains sont plus que jamais éveillés et décident de prendre leur destin en main.

La mauvaise répartition des

richesses crée des inégalités sans fin, la famine, la misère qui rendent le quotidien de nos populations de plus en plus difficiles. Ces inégalités font partie des causes des événements qui mettent en péril le vivre-ensemble. Quand les richesses d'un pays sont dans les mains d'une élite alors que des nouveau-nés meurent dans des hôpitaux par manque de couveuse, il n'est pas surprenant que dans de telles conditions nous assistons à des transitions pour répondre aux aspirations profondes du peuple.

L'Afrique souffre d'un modèle de gouvernance qui lui a été imposé. Un modèle certes bon et efficace pour l'occident qui l'a conçu au fil de son histoire, mais qui a du mal à s'adapter à nos réalités, à nos coutumes, à notre environnement. Hélas la greffe n'a pas pris... Je sais que lorsque je dis cela, tout de suite ils sont nombreux à se dire « encore un bidasse qui veut tordre le cou à la démocratie » « encore un soldat qui veut imposer sa dictature ».

Cependant, de façon très claire, sans hypocrisie, sans faux semblant, les yeux dans les yeux, nous sommes tous conscients que ce modèle démocratique que vous nous avez si insidieusement et savamment imposé après le sommet de la Baule en France, presque de façon religieuse, elle ne marche pas. Les différents indices économiques et sociaux sont là pour le démontrer. Ce n'est pas un jugement de valeur sur la démocratie en elle-même. Croyez-moi. C'est un bilan. Un constat sur plusieurs décennies d'expérimentation chaotique de ce modèle dans notre environnement. Une période où il n'a été question que de joutes politiques. Au détriment de l'essentiel. L'économie.

Permettez-moi de pousser l'exercice de vérité un peu plus loin. Avec ma courte mais intense expérience de gestion d'un Etat, la Guinée, j'ai mieux mesuré à quel point ce modèle a surtout contribué à entretenir un système d'exploitation et de pillage de nos ressources par les autres. Et une corruption très

active de nos élites. Des leaders nationaux à qui on a souvent accordé des certificats de démocrate en fonction de leur docilité ou de leur aptitude à brader les ressources et les biens de leurs peuples. Ou encore de leur facilité à céder aux pseudo recommandations et injonctions de certaines institutions internationales au service des grandes puissances.

Je dois d'ailleurs dans ce sens confesser que tout ce à quoi je fais face dépasse toute imagination. Se sont les mêmes qui professent la démocratie, la transparence, la bonne gouvernance, qui dénoncent la corruption, qui dictent les règles. C'est eux qui en off, très discrètement et sournoisement redoublent de pression pour nous faire céder notre patrimoine dans des contrats léonins.

Je comprends aujourd'hui certains dirigeants, quelques-uns de mes prédécesseurs qui, parce qu'ils avaient des fragilités, parce qu'ils étaient sous pression, ou parce qu'ils traînent des casseroles ou surtout parce qu'ils avaient un agenda politique ont cédé à ce qu'on leur demandait. Je les comprends sans les approuver. Certains m'ont même rappelé que si j'avais un agenda politique je serais moins à l'aise pour mener à bien les réformes auxquels mon gouvernement et moi nous sommes attaqués.

Une chose est certaine, nous n'avons qu'une seule préoccupation. Le bien-être du peuple et le vivre ensemble. C'est cela notre priorité. C'est pourquoi la transition que je dirige a choisi de se consacrer avec méthode en fixant des objectifs clairs dans un ordre précis. Le social, l'économie et le politique.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Mon uniforme je l'ai mis au service de mon peuple. Je vous serais reconnaissant de respecter ce serment. De nous tenir à distance respectable des divisions de toute sorte que beaucoup essaient de nourrir dans nos pays. Le sahel traverse l'une des crises les plus graves de sa très vieille histoire.

Mais elle a les ressorts nécessaires pour y faire face. Son sens légendaire de la diplomatie doit être libéré afin qu'ensemble nous nous parlions sans interférence. C'est pour cela que la CEDEAO dont la vocation était économique doit cesser de se mêler de politique et privilégier le dialogue.

Nous africains sommes fatigués, épuisés des catégorisations dans lesquelles les uns et les autres veulent nous cantonner. La population de l'Afrique est jeune. Elle n'a pas connu la guerre froide. Elle n'a pas connu les guerres idéologiques qui ont façonné le monde des 70 dernières années.

C'est pourquoi nous trouvons insultant les cases, les classements qui tantôt nous placent sous l'influence des américains, tantôt sous celle des anglais, des français, des chinois, des russes et même des turcs.

Nous ne sommes ni pros ni anti américains, ni pro ni anti chinois, ni

pro ni anti français, ni pro ni anti russes, ni pro ni anti turcs. Nous sommes tout simplement pro africains. C'est tout. Nous mettre sous la coupe de telle ou telle puissance est une insulte, du mépris, du racisme vis-à-vis d'un continent de plus d'un milliard trois cent millions de personnes.

Il est important dans cette prestigieuse et influente assemblée que l'on comprenne clairement, définitivement que l'Afrique de papa, la vieille Afrique, c'est terminé. Avec une population de plus d'un milliard d'africains dont environ 70% de jeunes totalement décomplexés, des jeunes ouverts sur le monde et décidés à prendre leur destin en main, il est venu le moment de prendre conscience que les structures, les règles issues de l'après seconde mondiale, en l'absence de nos Etats qui n'existaient pas encore sont obsolètes. C'est la fin d'une époque déséquilibrée, injuste où nous n'avions pas droit au chapitre.

C'est le moment de prendre en compte nos droits, de nous donner notre place. Mais aussi et surtout le moment d'arrêter de nous faire la leçon, d'arrêter de nous traiter comme des enfants. Rassurez-vous nous sommes suffisamment grands pour savoir ce qui est bien pour nous.

Nous sommes suffisamment matures pour définir nos priorités, pour concevoir notre propre modèle qui corresponde à notre identité, à la réalité de nos populations, à ce que nous sommes tout simplement. Nous vous serions fort reconnaissant de nous faire confiance et de nous laisser mener notre barque comme vous l'avez permis dans certaines régions du monde. En Asie, au Proche et Moyen Orient. Pour ne citer que ceux-là. Cette infantilisation est du plus mauvais effet pour une jeunesse africaine qui s'est émancipée.

Je ne saurais terminer mon propos sans souligner les menaces qui hantent la sous-région de l'Afrique de l'ouest, gravement exposée, aujourd'hui, à des questions de sécurité de tous ordres, de développement et de stabilité. Les populations de la sous-région n'aspirent qu'à une vie meilleure, au regard des leçons qu'elles ont tirées de leur histoire et de leur désir de vivre dans un espace et dans un monde de paix et de concorde avec les autres peuples du monde.

Dans ce contexte, nous sommes tous interpellés et appelés à procéder à une meilleure analyse de la situation, en vue d'initier et de poursuivre de nouvelles politiques au bénéfice de tous. La communauté internationale doit regarder l'Afrique avec des yeux neufs. Elle doit entreprendre avec elle désormais une coopération franche dans un esprit de partenariat Gagnant-Gagnant.

Je vous remercie de votre aimable attention », a déclaré le colonel Mamadi Doumbouya, le président de la transition guinéenne.

Samuel Demba. D

NIGER

Le régime militaire lance des avis de recherches contre des responsables du gouvernement déchu

Le régime militaire issu d'un coup d'Etat au Niger a lancé des avis de recherches contre une vingtaine de personnalités du gouvernement déchu, selon un document de la gendarmerie nigérienne consulté par l'AFP.

Ces personnalités, dont le Premier ministre du précédent gouvernement Ouhoumoudou Mahamadou, sont « considérées comme en fuite » et recherchées pour leur présumée « implication dans une affaire de trahison et complot ayant pour but de porter atteinte à la sûreté et à l'autorité de l'Etat » à la suite des « événements de changement de régime le 26 juillet », précise le message de la Brigade de Recherches de la gendarmerie nationale nigérienne.

Hassoumi Massoudou, chef de la diplomatie du gouvernement de Mohamed Bazoum, l'ambassadrice du Niger en France, Aïchatou Boulama, Ibrahim Yacoubou, ministre de l'Energie, Alkache Alhada (Commerce) et Salamatou Gourouza Magagi (Industrie) et Rhissa Ag Boula (ministres sans portefeuille) figurent sur cette liste.

Des responsables du cabinet de la présidence, des conseillers et deux généraux dont Mahamadou Abou Tarka (Haute autorité à la Consolidation de la paix) sont également recherchés.

Certaines de ces

personnalités étaient hors du Niger lors du coup d'état, d'autres ont réussi à quitter le pays après.

La semaine passée, le ministère nigérien des Affaires étrangères a annulé plus de 990 passeports diplomatiques, notamment ceux des personnalités recherchées ou ceux d'anciens responsables d'institutions et des députés.

Par ailleurs, selon plusieurs médias locaux plusieurs dignitaires du régime déchu ont été incarcérés dans différentes prisons du pays, parmi lesquels l'ex-ministre du Pétrole, Sani Mahamadou Issoufou, fils de l'ancien président Issoufou Mahamadou (2011-2021).

Les ex-ministres des Finances, Ahmat Jidou, de la Défense Kalla Moutari et Foumakoye Gado (président du PNDS, précédemment au pouvoir, et ex-ministre du Pétrole sous Issoufou) ont été également placés en détention préventive, indiquent ces médias qui ne précisent les raisons de ces incarcérations.

Les autorités militaires n'ont pas confirmé ces emprisonnements.

Les généraux arrivés au pouvoir par un coup d'Etat le 26 juillet ont renversé le président élu Mohamed Bazoum, séquestré depuis dans sa résidence.

AFP

UFR

Le parti de Sidya Touré accuse le CNRD de vouloir s'éterniser au pouvoir

Lors de l'assemblée générale hebdomadaire de l'UFR, qui s'est tenue le samedi 23 septembre 2023, le responsable de la jeunesse du parti, Ousmane Tolo Soumah, a parlé des dessous de la mobilisation pour l'accueil du président de la transition, de retour de New-York et accusé le CNRD de vouloir s'éterniser au pouvoir.

Du 18 au 23 septembre 2023, le président de la transition guinéenne, le colonel Mamadi Doumbouya, était à New-York, pour prendre part à la 78^{ème} session ordinaire de l'assemblée générale des Nations unies. A son retour le samedi, il a fait l'objet d'un accueil triomphal dans la capitale Conakry. Ce qui, comme il fallait s'y attendre, a fait réagir au sein des formations politiques. Lors de l'assemblée générale hebdomadaire de l'UFR qui s'est tenue le même jour, le responsable de la jeunesse du parti, Ousmane Tolo Soumah, a parlé des dessous de la mobilisation pour l'accueil du président de la transition, de retour de New-York et accusé le CNRD de vouloir s'éterniser au pouvoir.

« Ils ont interdit les manifestations mais vous avez vu aujourd'hui. Tout ça, c'est pour faire comprendre aux gens qu'il y a plusieurs personnes derrière Mamadi Doumbouya alors que c'est un faux débat. Ils ont donné de l'argent aux maires qui ont donné aux chefs de quartiers pour mobiliser, on a les



preuves. Nous avons vu des T-shirts distribués dans les différents départements pour mobiliser les gens à venir réceptionner Mamadi Doumbouya alors que c'est eux-mêmes qui ont dit que toutes les manifestations sont interdites. Donc, restez mobilisés, nous aussi bientôt on va programmer nos propres manifestations, comme ils ont

commencé, nous allons les suivre. Le CNRD ne veut pas céder le pouvoir, Mamadi Doumbouya veut aller au front vaille que vaille. Mais, nous allons l'empêcher », a déclaré Ousmane Tolo Soumah, le responsable de la jeunesse de l'UFR.

Mamadou Saïdou

MALI

Le colonel Goïta promet de rétablir un contrôle entier du pays

Le chef de la junte malienne, le colonel Assimi Goïta, a assuré vendredi que l'Etat reprendrait le contrôle de tous les territoires qui lui échappent, en marge de célébrations de l'indépendance réduites à des cérémonies officielles dans un contexte de regain des tensions.

La junte qui a pris le pouvoir par la force en 2020 a décidé d'annuler les manifestations festives prévues pour le 63^{ème} anniversaire de l'indépendance. A Bamako, les célébrations se sont limitées à un dépôt de

gerbe par le colonel Goïta au monument de l'indépendance, et à un défilé militaire.

Le Mali, confronté depuis 2012 à la propagation jihadiste et à une profonde crise sécuritaire, humanitaire et politique, marquait cet anniversaire alors que le nord connaît une reprise des hostilités par les groupes séparatistes et une intensification des activités jihadistes. Les régions de Tombouctou et Gao ont été depuis août le théâtre d'une succession d'attaques contre les positions de l'armée malienne et contre les civils.

L'armée et les groupes armés se disputent le contrôle du territoire au moment où la mission de l'ONU (Minusma), poussée vers la sortie par la junte, se retire. S'exprimant devant des journalistes après le défilé, le colonel Goïta a invoqué la solidarité avec les familles endeuillées pour justifier la « sobriété » des célébrations.

Les fonds prévus pour les festivités sont réaffectés au soutien des proches des victimes, dont celles de l'attaque imputée à des

jihadistes contre un bateau de passagers le 7 septembre sur le fleuve Niger, a-t-il dit. L'attaque a fait des dizaines de morts. « La situation sécuritaire est certes tendue », a-t-il dit. Mais « le Mali va recouvrer sa souveraineté sur l'ensemble du territoire national, et apporter les services sociaux de base à nos populations ».

Les tensions risquent de s'aggraver d'ici à fin 2023 à mesure que la Minusma quittera ses camps dans le nord, dont celui de Kidal, ville

bastion des Touareg. Les séparatistes estiment que les emprises onusiennes devraient revenir sous leur contrôle.

Le colonel Goïta, investi président après un double putsch en 2020 et 2021, a signifié dans un discours jeudi soir que l'Etat redéploierait ses forces militaires sur tout le territoire en même temps que la Minusma se retirera de ses camps à Kidal, Aguelhok ou Tessalit au nord, mais aussi Douentza au centre ou Ansongo à l'est.

AFP

GOUVERNEMENT GOUMOU

Le ministre porte-parole défend les dépenses effectuées pour le voyage du président à New-York

La semaine dernière, le ministre porte-parole du gouvernement, Ousmane Gaoual Diallo, dans l'émission *Mirador de FIM FM*, a tenté de défendre les dépenses effectuées pour le voyage du président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya à New-York

« Vous savez il y a des gens qui sont prompts à jeter l'anathème sur tout ce que l'État fait. Alors chacun est libre d'en faire son commentaire, mais ce qui est sûr, ce n'est pas comme cela on distribue l'argent de l'État. Il y a un minimum de respect sinon on aurait distribué de l'argent en Guinée en général, au lieu de venir distribuer l'argent aux plus nantis d'ici. Le problème c'est que certains ne voient pas de bon œil, cette attention de la communauté internationale vers les nouvelles autorités, cette ouverture d'esprit et de compréhension qui accompagne la visite du chef de l'État. C'est ce qui est important. Derrière, les gens vont commencer par dire que l'avion il coûte cher, il y a plus de 1000 personnes qui

accompagnent le chef de l'État, les hôtels coûtent cher. Mais vous savez quand un chef de l'État se déplace, ça coûte à l'État. Le Président rwandais est arrivé en Guinée avec deux avions. Est-ce que le Rwanda est plus riche ou mérite plus de respect que notre pays? À un moment donné, il faut que les gens arrêtent de penser qu'un État doit continuer à vivre dans la pauvreté, dans la médiocrité pour dire qu'on est des bons gouvernants. Ce n'est pas ça un État. Un État sérieux, plus il dépense, plus il montre son caractère de sérieux. », a défendu le ministre porte-parole du gouvernement, Ousmane Gaoual Diallo, dans l'émission *Mirador de FIM FM*.

Kéfina Diakité

FODÉ OUSSOU DE L'UFDG AU COLONEL DOUMBOUYA

« Je vous invite monsieur le président à promouvoir la démocratie... »

L'UFDG a tenu son assemblée générale hebdomadaire le samedi 23 septembre 2023, à son siège national de la Minière. Dans son intervention de circonstance, le vice-président du parti, Dr Fodé Oussou, s'est prononcé entre autres sur le discours que le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a prononcé à la 78ème session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, à New York.

« On a tous vu ce qui s'est passé à New-York. En tant que chef de l'Etat, quand vous avez en face de vous les pro CNRD et ceux qui ne le sont pas, vous devez vous remettre en question et tirer des leçons. Ceux qui étaient contre, étaient plus nombreux et ceux qui étaient là pour applaudir ont reçu de l'argent. Du 5 septembre 2020 au 5 septembre 2023, qu'est-ce qui s'est passé ? ...C'est comme s'ils ont écrit ce discours pour dire que la démocratie à l'Occidentale ne marche plus. Donc, on va créer la démocratie guinéenne du CNRD. Quelle est donc la base de la démocratie du CNRD ? Peut-être c'est pour s'occuper des partis politiques. Je vous invite monsieur le président à promouvoir la démocratie, l'Etat de droit et les droits humains. Il s'agit de respecter la charte de la



Transition, d'organiser les élections libres et transparentes, dans un délai raisonnable, de garantir l'indépendance de la justice et de lutter contre l'impunité », a déclaré Dr Fodé Oussou Fofana, vice-président de l'UFDG.

Au regard de ce qui précède,

l'on peut légitimement se demander à quand la fin du bras de fer engagé entre le CNRD et les principales formations politiques du pays que sont le RPG Arc-en-ciel, l'UFDG et l'UFR autour de la conduite de la transition.

Kéfina Diakité

MORISSANDA KOUYATÉ AU COLONEL DOUMBOUYA

« Vous êtes devenu le chef de la refondation de l'Afrique tout entière »

Le vendredi 22 septembre, selon le site *Mediaguinee*, le ministre des Affaires étrangères, Dr Morissanda Kouyaté, lors de la rencontre avec la communauté guinéenne à Manhattan (New-York), a déclaré que le président de la transition guinéenne, le colonel Mamadi Doumbouya, est devenu le chef de la refondation de l'Afrique tout entière.



« Monsieur le Président, vos sœurs, vos frères sont là. Ils sont venus pour vous rencontrer, pour vous saluer, pour communier avec vous. Monsieur le Président, hier, ils n'étaient pas dans une salle climatisée, ils étaient dans la rue devant le mythique building des Nations Unies, toute la journée, pour vous soutenir. Monsieur le Président, en prenant l'avion à Conakry, vous êtes monté dans l'avion à l'aéroport international Ahmed Sékou Touré en tant que Président de la République de

Guinée, chef de l'État de la Guinée et chef de la refondation de la Guinée. Monsieur le Président, quand vous êtes monté à la tribune des Nations Unies, quand vous vous êtes adressé au monde entier, sur le toit du monde, vous êtes devenu le chef de la refondation de l'Afrique tout entière. Le discours historique que vous avez prononcé hier, c'est le discours de vos grands-pères, de vos pères fondateurs de l'Afrique. On peut tromper un peuple tout le temps, comme le dit ici un Président, on peut

tromper une partie du peuple tout le temps, on peut tromper une partie du temps, mais on ne peut jamais tromper tout le peuple tout le temps. C'est ça votre politique, c'est ça votre refondation. Aujourd'hui, l'Afrique est fière de vous. Qui de plus mieux placé que vos frères et sœurs pour vous le témoigner, pour vous le dire, pour vous applaudir, pour être fier de vous... », a-t-il déclaré.

Mamadou Saïdou

AUGMENTATION DE L'INDICE SALARIAL

Le gouvernement fait une nouvelle proposition aux syndicalistes

Le vendredi 22 septembre 2023, les négociations tripartites entre le mouvement syndical guinéen, le patronat et le gouvernement, se sont poursuivies au ministère du Travail et de la Fonction publique.

Lors des dernières négociations tripartites, le gouvernement a accepté grâce à la médiation du patronat, de monter à 15%, en lieu et place des 12% initialement prévus et qui ont fait l'objet de frustrations dans les rangs des représentants des fonctionnaires et pensionnaires de l'État guinéen. Comme on le sait, les syndicats sollicitent une augmentation de la valeur monétaire du point d'indice à 100%, mais ils n'ont bénéficié ni ce montant demandé encore moins la promesse des 35%, conformément aux exigences de la CEDEAO (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest). Au terme des négociations qui ont eu pour cadre le ministère du Travail et de la Fonction Publique, le président du

comité de négociation a annoncé que le gouvernement a désormais accepté de faire un effort de 3%. « Aujourd'hui le gouvernement est monté à 15%, grâce à la médiation du patronat qui nous a mis la pression de descendre un peu pour montrer notre bonne foi. Nous avons accepté de descendre à 92% sur les 100% que nous recherchons », a fait savoir Abdoulaye Barry. Dans l'espoir d'obtenir gain de cause auprès du gouvernement, les débats devraient se poursuivre le jeudi 28 septembre prochain, toujours au département en charge du Travail et de la Fonction Publique. Le gouvernement Goumou accèdera-t-il à ce point de revendication des travailleurs à travers leurs centrales syndicales ? C'est la question que beaucoup se posent.

Mamadou Oury

NEW-YORK

La participation du colonel Mamadi Doumbouya à la 78ème session ordinaire de l'ONU

Le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, à bord d'un avion estampillé Branding Guinée, a quitté Conakry, C'est le lundi 18 septembre 2023 pour New York pour prendre part aux travaux de la 78ème session ordinaire de l'assemblée générale des Nations Unies. A son retour il a fait l'objet d'un accueil triomphal.

Comme il fallait s'y attendre, à New-York, le colonel Mamadi Doumbouya et sa délégation ont eu à faire face à ceux qui sont opposés à la façon dont la transition est conduite dans leur pays. C'est le cas des Forces vives de Guinée dont l'antenne américaine a manifesté en guise de protestation. Beaucoup craignaient alors un face-à-face tendu entre partisans et détracteurs du CNRD. Mais il y

a finalement plus de peur que de mal. D'autres sources avaient indiqué qu'à Conakry et à l'intérieur du pays, des manifestations pourraient se tenir également avec le même objectif. Toute chose qui, pour des raisons évidentes, avait suscité beaucoup d'inquiétudes chez les pauvres citoyens épris de paix. Il faut rappeler qu'à l'avènement du CNRD, les Guinéens, dans leur écrasante majorité, ont pensé, naïvement peut-être, que les manifestations violentes seraient dorénavant un lointain souvenir dans leur pays. Mais fort malheureusement, des manifestations violentes continuent de s'enregistrer dans certains quartiers du Grand Conakry, avec le triste bilan que l'on sait : des cas morts, des destructions de nombreux biens

ACTUALITÉ

LE RPG ARC-EN-CIEL ALERTE

« Toutes les manipulations en cours, c'est pour décapiter le RPG et l'UFDG »

Le discours prononcé par le colonel Mamadi Doumbouya à la tribune des Nations unies a été largement commenté le samedi dernier au siège du RPG Arc-en-ciel. Les responsables du bureau politique national du parti soutiennent que le contenu de la communication faite par le tombeur d'Alpha Condé vise à mettre fin à l'existence des grandes formations politiques nationales.



Jusqu'à-là silencieux sur le passage du chef de la junte guinéenne à la 78ème session des Nations unies, l'ancien parti au pouvoir a choisi son assemblée générale pour se prononcer sur le discours du président de la transition.

Promouvoir le panafricanisme, voici le mot autour duquel l'homme du 05 septembre a focalisé sa communication. Mamadi Doumbouya a appelé

ses frères d'armes dans les pays en transition et tout le continent noir à se remettre en cause pour donner un sens à leur existence dans dépendre forcément des Occidentaux. Le légionnaire a dit à qui veut l'entendre, que la démocratie n'est pas bonne pour l'Afrique parce qu'elle sert de prétexte à certains dirigeants noirs de s'éterniser au pouvoir.

Sauf qu'à l'ancien parti au pouvoir, ce message du patron du palais Mohamed VI se passe pas. « Ce qui a été dit à ONU, que la démocratie c'est pas pour l'Africain. Moi, la démocratie c'est pour moi. Elle a des principes universels, et elle permet au peuple de choisir ses dirigeants. Les gens ne connaissent pas ce qui veut dire panafricanisme, ils n'ont qu'à lire les tomes de Sékou Touré. Quand ils ont enlevé le professeur Alpha Condé, ils ont dit qu'il n'est pas démocrate, n'est-ce pas ? Mais aujourd'hui, le papa chéri de certains en Guinée, c'est Paul Kagame. On a même donné le nom à un pont ici. Il a déclaré qu'il va se présenter pour son quatrième mandat et ceux qui ont enlevé le professeur Alpha Condé l'applaudissent. Ça veut dire que c'est la figure d'Alpha qui ne plaisait pas à certains », a laissé entendre Marc Yombouno. De l'avis de Mohamed Lamine Kamissoko, président de séance de cette assemblée, l'homme du 05 septembre ne cache plus ses ambitions : « vous savez

désormais le vrai visage du CNRD dirigé par son président le Colonel Mamadi Doumbouya. Tout le monde a suivi son intervention aux Etats-Unis. Il n'y a plus de doute, il veut confisquer le pouvoir. Je crois que et la parole et les actes reviennent désormais aux Forces Vives de Guinée puisque nous avons compris la vraie volonté du CNRD. Mais le moment venu, les FVG se feront entendre et elles se feront respecter. Ce n'est pas un pouvoir de transition qui peut s'exprimer au nom du peuple de Guinée »

L'ancien député de la huitième estime que la véritable raison qui se cache derrière la communication du Colonel. « Tout le monde voit comme le CNRD se comporte actuellement. Toutes les manipulations en cours, c'est pour décapiter le RPG et l'UFDG. Les membres du CNRD ne sont pas les élus du peuple. Ils ont pris le pouvoir par les armes et ils continuent à gouverner par les armes. Ce qui est pratiquement impossible » a-t-il alerté.

A cette allure de la conduite de la transition, le RPG n'exclut pas d'appeler à une manifestation dans la rue pour exiger le retour à l'ordre constitutionnel et la libération des cadres du parti détenus à la maison centrale de Coronthie dont la culpabilité peine à être prouvée par le pouvoir en place.

Samuel Demba. D

Mamadou Oury

Lire L'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu

CNT

Le volet recette de la LFR 2023 adopté avec assez d'incohérences

L'adoption du volet recette de la Loi de Finances rectificative 2023 n'a pas connu d'obstacles pour son passage au CNT en plénière. En présence de 62/81 Conseillers nationaux inscrits, la majorité a réservé un vote favorable à ce projet.



Ainsi, le projet de Loi de finances rectificative dans son volet recettes est évalué à 29 029,32 milliards de GNF en LFR contre 27 910,95 milliards de GNF en LFI, soit une augmentation de 1 118,37 milliards de GNF (4,01 %).

Les équilibres budgétaires et financiers prévus dans la LFI 2023 ont été modifiés en raison des changements survenus au cours de son exécution à fin juin par les éléments suivants : la révision à la hausse du taux de croissance économique qui passe de 5,7% à 6,1% en LFR 2023, soit un accroissement de 0,4 % ; la révision à la baisse des prévisions de recettes douanières de 10 772,99 Mds à 9 957,43 Mds, soit une baisse de 815,56 Mds (-7,57%) ; la prise en compte des ouvertures de crédits gagés par le reliquat du ticket d'entrée de Simandou pour 25 Millions de dollars (211,5 Mds de GNF) dans le cadre du renforcement des capacités opérationnelles des forces de défense et de sécurité ; le recrutement de nouveaux agents pour le compte du Ministère de la Défense Nationale ; la poursuite des efforts de mobilisation des ressources intérieures par la Direction Générale des Impôts (+ 1 183,99 Mds) ; l'inscription en charge de financement de la garantie de l'Etat dans le cadre de l'accord Sino-Guinéen pour 1 165,07 Mds ; la révision à la baisse du service de la dette, essentiellement due à l'appréciation du franc guinéen par rapport aux devises étrangères pour 788,51 Mds ; la baisse des ressources allouées au Fonds d'Entretien Routier (FER) de 253,96 Mds par rapport aux prévisions initiales de 778,13 Mds ; le report des crédits 2022 du BAS FCE pour 240,34 Mds en faveur du secteur éducatif ; l'augmentation des

crédits alloués aux pensions civiles et militaires de 52 Mds en raison de la prise en charge des magistrats retraités et des ayants-droits des magistrats décédés ; l'ajustement à la hausse des dépenses d'investissement pour 245,36 Mds ; les virements et transferts de crédits opérés essentiellement en faveur des Ministères de l'Agriculture, de la Défense, de l'Energie, de la Sécurité et de l'Administration du Territoire ; l'incertitude concernant l'émission des emprunts obligataires prévus pour 3 000 milliards dans la loi de finances initiale.

Ainsi, le cadrage macroéconomique du projet de Loi de Finances Rectificative 2023 se résume comme suit :

réaliser un taux de croissance du PIB de 6,1% ; baisser le taux d'inflation (moyenne annuelle du PIB) à 9,2% contre 10,1% en LFI 2023 ; réaliser un taux de pression fiscale du PIB de 12% contre 12,52% en LFI ; ramener le taux de change par rapport au dollar à 8 750 GNF contre 9 054,9 GNF en LFI ; assurer les réserves de change pour cinq mois d'importation.

Malgré cet état de fait, l'institution dirigée par Dr Dansa Kourouma a relevé un chapelet d'incohérences dû à une certaine recette dont les orientations n'ont pas été connues. Entre autres recettes, figure la destination de celle de l'Autorité de Régulation des Postes et de Télécommunications.

Pour en avoir le cœur net, le Conseil National de la Transition sollicite une retrouvaille entre l'organe de régulation de la téléphonie et des régies financières pour tirer des bonnes conclusions. Ce, avant la prochaine loi de finances rectificative de l'année prochaine.

« Le CNT s'interroge sur la destination de certaines recettes collectées par l'ARPT telles que la taxe sur les appels entrants de l'International, la taxe sur les transactions électroniques. Il sollicite à cet effet, une rencontre entre le CNT, le Trésor public, l'ARPT et la Direction Générale des impôts pour analyser cette situation dans l'intérêt de toutes les entités conformément aux législations en la matière et ce avant la LFI 2024. Les commissions permanentes du CNT en charge des Finances et du développement durable sont invitées à saisir respectivement la direction générale du Trésor, la direction générale des Impôts et l'ARPT à cet effet dans les meilleurs délais et de rendre compte à la Conférence des Présidents », a sollicité la Conseillère Fatima Camara, rapporteuse générale du CNT.

Dans le rapport lu devant le Ministre de l'économie et des Finances, représentant le Premier ministre, chef du gouvernement à l'hémicycle, l'organe législatif s'est aussi interrogé sur la destination des recouvrements qui se passent dans le pays à longueur de journée.

Sans langue de bois, le CNT dit avoir constaté avec regret la perte économique que cela cause au fonctionnement du pays.

« Ce constat est d'autant plus pertinent que nos analyses ont révélé une perte de 555 milliards au détriment du Trésor public rien que pour la période allant de janvier à fin août 2023 », a relevé la rapporteuse générale.

Dans ce document de quatorze pages dont nous disposons une copie, l'organe législatif invite le Gouvernement à travers le ministre en charge des Finances, « à fournir dans un bref délai la liste exhaustive de tous les arrêtés conjoints pour examen.

Les contraventions policières liées au mauvais stationnement des véhicules ne sont pas reversées au Trésor. Pire, ni le Trésor, ni le ministère de la Sécurité encore moins le Gouvernorat de la ville de Conakry n'a connaissance de la destination de ces recettes », a sollicité la Conseillère Fatima Camara.

Le CNT recommande fermement que les entités concernées prennent toutes les dispositions pour l'intégration de ces recettes dans le compte unique du Trésor Public avant le dépôt de la LFI 2024.

Samuel Demba. D

FRANCE

Jugé pour meurtre, le rappeur MHD condamné à 12 ans de réclusion criminelle

Après trois semaines de débats, le parquet avait requis jeudi une peine de 18 ans de réclusion contre le rappeur. MHD était jugé depuis trois semaines pour avoir participé à une expédition meurtrière, en juillet 2018, à Paris, qui avait coûté la vie à un jeune homme de 23 ans.

Toute la journée, ce samedi, plusieurs dizaines de personnes, fans ou simples connaissances, se sont massées en file indienne devant les grilles de la Cour d'appel de Paris. À partir de 20 heures, elles étaient même plus d'une centaine à s'y bousculer, face aux renforts policiers, dans l'attente du verdict du procès du rappeur MHD, pour le lynchage mortel de Loïc K., un jeune d'une cité rivale, en juillet 2018 à Paris. C'est finalement peu avant minuit que les jurés ont rendu leur décision, près de 14 heures après s'être retirés pour délibérer.

Quand la présidente a annoncé que MHD, Mohamed Sylla de son vrai nom, et cinq autres coaccusés étaient reconnus coupables de meurtre, des hurlements se sont élevés des bancs du public. Une jeune femme, en proie à une violente crise de nerfs, a dû être évacuée de la salle. Ses cris rendant inaudibles le prononcé de la décision. MHD, de son côté, est resté impassible quand la magistrate a annoncé qu'il était condamné à une peine de douze années de réclusion criminelle. Les sourcils froncés, le regard soucieux, le rappeur au double disque de platine n'a pas dit un mot, dans cette ambiance pesante. Il a étreint une jeune femme, secouée par les sanglots, avant d'être conduit au dépôt. Ses avocats, Me Élise Arfi et Antoine Vey, n'ont pour leur part pas souhaité faire de déclaration.

Trois acquittements

La peine la plus lourde, 18 ans de réclusion, a été prononcée contre Younouss S., le seul accusé en fuite, dont l'ADN avait été retrouvé sur l'une des armes du crime. Robby M. et Babacar S., qui était au volant de la Mercedes de MHD, le véhicule utilisé pour immobiliser la victime avant sa mise à mort, ont tous les deux écopé de 14 années de réclusion. Douze ans de détention ont été décidés contre Hamidou T., le seul à avoir reconnu sa présence sur les lieux des faits, tout en contestant avoir porté le moindre coup. Issifou S., dont

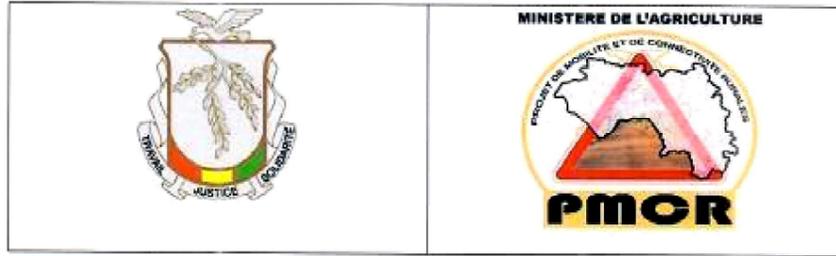
le surnom avait été prononcé pendant la rixe mortelle, selon une expertise vidéo, a lui été condamné à dix années de réclusion.

Enfin, trois accusés ont été acquittés. Les débats, qui ont duré trois semaines, ont en effet montré sans ambiguïté que Wissem E. n'était « pas présent » lors du déferlement de violences, a motivé la présidente. Dans les bancs du public, la mère du jeune homme a laissé éclater sa joie. Les deux autres accusés, Moussa K. et Saber B., ont quant à eux été acquittés au bénéfice du doute, sous une salve d'applaudissements, sèchement interrompue par la présidente. « Nous sommes soulagés d'avoir enfin été entendus, après ces cinq années d'instruction », a sobriement déclaré l'avocate de Saber, Me Jennifer Gairaud.

La famille de Loïc, éprouvée par ces trois semaines de débats parfois houleux, est restée silencieuse, sur son banc, pendant de longues minutes. « Cette audience a été pesante. Mais une vérité judiciaire a émergé, malgré la loi du silence, que la justice n'a pas réussi à briser », a réagi leur avocate, Me Juliette Chapelle. Dans la nuit du 5 au 6 juillet, Loïc K., 23 ans, avait été percuté par une Mercedes roulant à contresens rue Saint-Maur (Xe), avant d'être lardé au sol de 32 coups de couteau par une dizaine d'agresseurs encagoulés. Il avait ensuite été laissé pour mort sur la chaussée. Les secours n'avaient rien pu faire pour le réanimer.

Nouvel épisode sanglant des rivalités historiques qui opposent les deux cités rivales de la Grange-aux-Belles (Xe) et des Chauffourniers (XIXe), surnommée Cité Rouge, le meurtre de Loïc était, selon l'accusation, le « match retour » tragique d'un précédent meurtre. Celui de Mehrez B., tué lui aussi à l'arme blanche en mars 2017, devant la Cité rouge. Le frère de Saber B., qui avait vu son grand frère agoniser sur le trottoir, et qui a finalement été acquitté ce samedi.

Le Parisien



**Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage
Projet de Mobilité et Connectivité Rurales (PMCR)
Avis Spécifique d'Appel d'Offres
(Sans Préqualification)**

**Maître d'Ouvrage : Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage
Référence : IDA N° D4120 GN**

**Titre du Marché : Travaux de réalisation de quarante-sept (47) forages dans les préfectures de Boké et Coyah
Référence de l'AON : N° 002/MAGEL/UCP-PMCR/AON/TR/2023
Emise le : 25 septembre 2023**

1. Le Gouvernement de la Guinée a obtenu un Don de la Banque mondiale pour financer le coût du Projet de Mobilité et de Connectivité Rurale (PMCR) et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce financement pour effectuer les paiements prévus au titre du marché de **travaux de réalisation de 47 forages équipés de Pompe à Motricité Humaine (PMH) dans les Préfectures de Boké et Coyah**. Pour ce marché, l'Emprunteur devra utiliser pour les paiements la méthode de décaissement intitulée « Paiement Direct », telle que définie dans les Directives de Décaissement de la Banque mondiale pour les Financements de Projets d'Investissements. »

2. Le Projet de Mobilité et de Connectivité Rurale (PMCR) invite, par la présente, les soumissionnaires à présenter leurs Offres sous pli fermé, pour la réalisation des **travaux de réalisation de 47 forages équipés de Pompe à Motricité Humaine (PMH) dans les Préfectures de Boké et Coyah** en quatre (4) lots ainsi qu'il suit :

Lot 1 : Travaux de réalisation de neuf (9) forages équipés de Pompe à Motricité Humaine (PMH) dans les sous-préfectures de Kouriah et Wonkifong Préfecture de Coyah ;

- Lot 2 : Travaux de réalisation de quatorze (14) forages équipés de Pompe à Motricité Humaine (PMH) dans les sous-préfectures de Mankountan, Malapouya, Kolaboui et Kamsar Préfecture de Boké ;

- Lot 3 : Travaux de réalisation de douze (12) forages équipés de Pompe à Motricité Humaine (PMH) dans les sous-préfectures de Tanéné et Sangarédi Préfecture de Boké ;

- Lot 4 : Travaux de réalisation de douze (12) forages équipés de Pompe à Motricité Humaine (PMH) dans les sous-préfectures de Dabiss et Kanfarandé Préfecture de Boké

Les entreprises pourront soumissionner au choix pour un ou plusieurs lots. Le nombre maximum de lots qu'un soumissionnaire peut être attributaire est de deux (02). Si une entreprise est qualifiée pour plus d'un lot, une évaluation combinée des lots sera faite pour vérifier les capacités notamment techniques, de ressources humaines, financières et organisationnelles. Aussi, les exigences de chiffres d'affaires seront combinées. Le soumissionnaire ne peut en aucun cas présenter le même personnel ou le même matériel pour plus d'un lot.

Le délai d'exécution des travaux est de (04) mois pour chaque lot même en cas d'attribution de plus de deux (2) lots.

3. La procédure sera conduite par Appel d'Offres National (AON) en utilisant une Demande d'Offre tel que défini dans les « Règles de Passation des Marchés de la Banque mondiale pour les Emprunteur de FPI », Juillet 2016, révisés en Novembre 2017, Août 2018 et Novembre 2020» (« *les Règles de Passation des Marchés* »). Il est ouvert à tous les Soumissionnaires de pays éligibles.

4. Les Soumissionnaires éligibles peuvent obtenir des informations supplémentaires auprès du Projet de Mobilité et de Connectivité Rurale (PMCR), sis à : **Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, siège de l'unité de coordination du Projet de Mobilité et connectivité rurales, Immeuble KALINKO, Bloc A, 4ème étage, sise Cité Ministérielle, Commune de Dixinn, Conakry/République de Guinée**. Tél : +224 622 54 99 55/ 628 02 63 76, E-mail : coordination.pmcrguinee@gmail.com; kabamadi2@aol.com et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres tous les jours ouvrables de 9h00 à 17h00 :

5. Le Dossier d'Appel d'offres en français peut être acheté au Projet de Mobilité et de Connectivité Rurale (PMCR) à l'adresse mentionnée ci-dessus contre **un paiement non remboursable d'un montant de deux**

millions Francs Guinéens (2 000 000 GNF). La méthode de paiement se fera conformément à l'Arrêté Conjoint des Ministres des Finances et du Budget N°2304/MEF/MB/SGG portant modalités de paiement de la redevance de régulation et de la quote part des produits de vente des Dossiers d'Appel d'Offres et le prix du DAO est reparti comme suit :

- 30% du prix d'achat du DAO est versé au compte n° 2011 000 407 de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP),

- 50% du prix d'achat du DAO est versé au compte n° 2011 000 136 du Receveur Central du Trésor à la BCRG,

- 20% du prix d'achat du DAO est versé au compte de l'Autorité Contractante.

6. Les Soumissions doivent être remises à l'adresse ci-dessous indiqué au point 10 au plus tard le **31 Octobre 2023 à 10 heures 00 minute TU**. La remise des soumissions par voie électronique **ne sera pas** permise. Toute Soumission reçue après l'expiration du délai limite de remise des offres sera écartée. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des Soumissionnaires et de toute personne qui souhaite assister à l'ouverture des plis à l'adresse indiquée ci-dessous : le **31 Octobre 2023 à 11 heures 00 minute TU**.

7. Les Soumissions doivent être accompagnées d'une Garantie d'offre émise par une Banque pour un montant de :

Lot 1: 18 000 000 GNF

Lot 2: 28 000 000 GNF

Lot 3: 24 000 000 GNF

Lot 4: 24 000 000 GNF

8. Toutes les Soumissions doivent être accompagnées d'une Déclaration en matière d'Exploitation et Abus Sexuels (EAS) et/ou de Harcèlement Sexuel (HS).

9. Veuillez noter que le Règlement de Passation des Marchés exige que l'Emprunteur divulgue les informations sur les propriétaires effectifs du Soumissionnaire attributaire, dans le cadre de l'avis de Notification d'Attribution de Marché, en renseignant le Formulaire de Divulgaration des Bénéficiaires Effectifs inclus dans le dossier d'appel d'offres.

10. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Projet de Mobilité et de Connectivité Rurale

Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, siège de l'Unité de Coordination du Projet de Mobilité et connectivité rurales, Immeuble KALINKO, Bloc A, 4ème étage, sise à la Cité Ministérielle, Commune de Dixinn, Conakry/République de Guinée,

Mamadi Kaba, Coordonnateur du PMCR.

Tél : +224 622 54 99 55/628 02 63 76 E-mail : coordination.pmcrguinee@gmail.com kabamadi2@aol.com

Conakry, le 22 septembre 2023



Mamadi KABA
Mamadi KABA
Coordonnateur du PMCR

AFRIQUE

Les présidents ayant exercé les plus longs mandats

Le président angolais José Eduardo Dos Santos, au pouvoir depuis 1979, n'est pas candidat à l'élection présidentielle, ce qui signifie qu'il perdra sa place en tant que deuxième Président avec le plus long mandat en Afrique.



Le continent regorge plusieurs Chefs d'État qui sont en fonction depuis plus de deux décennies ou plus. AfrikMag vous présente un résumé des dirigeants africains ayant battu les records de longévité au pouvoir.

Plus de 30 ans

Obiang Nguema (Guinée équatoriale, 38 ans)

Obiang est le plus ancien dirigeant africain ayant pris le pouvoir suite à un coup d'État le 3 août 1979, évinçant son propre oncle, Francisco Macias Nguema, qui a été fusillé par un peloton. Il a été réélu en 2016 pour un cinquième mandat de sept ans.

Robert Mugabe (Zimbabwe, 37 ans)

Le Président zimbabwéen est le Plus vieux Chef d'État au monde. Il est au pouvoir depuis 1980, année de l'indépendance du pays.

Paul Biya (Cameroun, 35 ans)

Il est devenu président le 6 novembre 1982, après avoir servi sept ans en tant que premier ministre.

Denis Sassou Nguesso (Congo, 33 ans)

Il a été Président du Congo de 1979 à 1992, puis est revenu en 1997 après la fin d'une guerre civile. Sassou Nguesso a été réélu en mars 2016 et pourrait briguer un autre mandat.

Yoweri Museveni (Ouganda, 31 ans)

Yoweri Museveni est au pouvoir depuis plus de 31 ans. Il a pris fonction en janvier 1986 après avoir remporté la guerre qui a évincé Idi Amin Dada, avec l'aide de la Tanzanie. Il a été élu pour un cinquième mandat en février 2016.

Le roi Mswati III (Swaziland, 31 ans)

Il est le dernier monarque absolu de l'Afrique et est au pouvoir depuis plus de 31 ans. Il a accédé au trône du petit royaume du sud en avril 1986.

Plus de 20 ans

Omar el-Bechir (Soudan, 28 ans)

Il est devenu Président en juin 1989 après avoir organisé un coup d'État réussi.

Idriss Deby (Tchad, 27 ans)

Devenu Président du Tchad en décembre 1990, Deby a été réélu pour un cinquième mandat en avril 2016.

Isaias Afewerki (Érythrée, 24 ans)

Isaias Afewerki est au pouvoir depuis 1993.

Le record de tous les temps

Le record de la longévité au pouvoir en Afrique est détenu par l'empereur éthiopien Haile Selassie, évincé en 1974 après un règne de 44 ans.

Mouammar Kadhafi a dirigé la Libye avec une main de fer pendant près de 42 ans. Il a été assassiné le 20 octobre 2011 suite à un conflit armé.

Omar Bongo Ondimba du Gabon est décédé en juin 2009 après plus de 41 ans au pouvoir.

Afrikmag

GABON

Le coup d'Etat était un « moindre mal », défend à l'ONU le Premier ministre

Le coup d'Etat au Gabon était « un moindre mal » pour éviter un « embrasement » face à « un énième hold-up électoral », a justifié vendredi à l'ONU le nouveau Premier ministre, qui annoncera un calendrier vers des élections « la semaine prochaine ».

« Je me tiens devant cette auguste Assemblée dans un contexte sans précédent pour mon pays, passé par la case frayeur à la suite d'un processus électoral chaotique qui a été interrompu par les forces de défense et de sécurité », a déclaré à la tribune de l'ONU Raymond Ndong Sima, nommé il y a deux semaines par le général Brice Oligui Nguema, qui a chassé du pouvoir le président Ali Bongo Ondimba.

Il a appelé la communauté internationale à ne « pas prononcer des sentences sans nuance et faire des amalgames faciles désaccordés des réalités » du contexte politique gabonais qui a « justifié cette prise de

pouvoir » le 30 août, après la proclamation de l'élection du président Bongo.

Et pour lui, « condamner un tel processus, c'est soutenir qu'il aurait mieux valu laisser les affrontements se faire et venir recenser ultérieurement le nombre de victimes, puisque personne dans l'opposition, personne n'était disposé à laisser cet énième hold-up électoral s'opérer ».

« Les forces de sécurité avaient le choix entre se préparer à réprimer ces protestations avec le risque tôt ou tard d'être poursuivis devant les juridictions internationales en raison de leurs responsabilités, ou bien alors décider d'interrompre un processus frauduleux et dangereux pour la cohésion nationale ».

« Elles ont choisi en toute responsabilité la seconde voie pour conjurer le risque d'un incendie

dont l'embrasement aurait ébranlé les fondements mêmes de la société gabonaise et n'aurait pas épargné les nombreuses populations étrangères vivant au Gabon », a-t-il ajouté.

« Cette intervention militaire sans effusion de sang sans aucun dégât matériel constaté a été un moindre mal », a-t-il encore déclaré, décrivant les scènes de liesse de la population.

Reconnaissant toutefois qu'un « statu quo » n'était pas la solution, il a évoqué des réformes et des élections « dans des délais que chacun veut raisonnables ».

Il a indiqué qu'il annoncerait la semaine prochaine un calendrier de consultations de la classe politique et de la société civile, ainsi que le « chronogramme des différentes étapes qui conduiront à de nouvelles élections ».

AFP

CENTRAFRIQUE

L'ex-président Bozizé condamné à la perpétuité



L'ex-président de la Centrafrique François Bozizé, aujourd'hui à la tête de la principale coalition rebelle, a été condamné aux travaux forcés à perpétuité à Bangui notamment pour « complot » et « rébellion », six mois après être passé en exil du Tchad à la Guinée-Bissau.

M. Bozizé, qui s'était emparé du pouvoir en 2003 par un coup d'Etat avant d'être renversé 10 ans plus tard par des rebelles, a été condamné jeudi à cette peine par contumace comme deux de ses fils et vingt autres co-accusés, dont des chefs rebelles importants.

Ils ont tous été condamnés aussi pour « atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat » et « assassinats », selon le jugement lu par Joachim Pessire, Premier président de la Cour d'appel de Bangui qui juge en première instance pour les affaires criminelles. Le jugement ne précise ni les crimes ni la période concernés.

M. Bozizé, 76 ans, réfugié au Tchad jusqu'en mars 2023, date à laquelle il s'est exilé en Guinée-Bissau, est le coordinateur de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), la principale coalition rebelle centrafricaine formée en décembre 2020 et qui poursuit une guérilla dans le Nord du pays. Ali Darassa, chef militaire en fuite de l'Unité pour la Paix en Centrafrique (UPC), principale composante de la CPC, figure parmi les condamnés.

La guerre civile déchire la Centrafrique, pays parmi les plus pauvres du monde, depuis 2013 lorsqu'une coalition de groupes armés dominés par les musulmans, la Séléka, a renversé M. Bozizé, lequel a ensuite organisé et armé des milices dites anti-balakas, majoritairement chrétiennes et animistes, pour tenter de reprendre le pouvoir.

Massacres

Des milliers de civils ont été massacrés jusqu'au paroxysme de la guerre en 2016 et l'Onu a accusé la Séléka et les anti-balakas de crimes contre l'humanité,

malgré la présence d'une importante force de maintien de la paix de Casques bleus. Le conflit, extrêmement meurtrier les premières années, a considérablement baissé d'intensité depuis 2018.

En décembre 2020, le président Faustin Archange Touadéra a appelé Moscou à la rescousse pour contrer une offensive de la CPC. La Russie a envoyé des centaines de paramilitaires de la société privée Wagner, en renfort de centaines d'autres présents depuis 2018, qui ont largement contribué à repousser les rebelles.

Mais l'ONU et des capitales occidentales accusent l'armée centrafricaine et Wagner – comme les rebelles – de commettre des crimes contre les civils, et le pouvoir de M. Touadéra de rémunérer les paramilitaires et des sociétés russes avec les ressources minérales du pays, notamment l'or et le diamant.

Après plusieurs tentatives de putsch, François Bozizé était parvenu en 2003 à s'emparer du pouvoir par la force en chassant le président Ange-Félix Patassé. Son régime, miné par la guerre civile et la corruption, n'a jamais tenu ses promesses, l'insécurité empêchant tout décollage économique.

Le général Bozizé, ancien chef d'état-major de l'armée, avait tenté un retour, par les urnes cette fois-ci, en 2020 en se présentant à la présidentielle mais sa candidature avait été invalidée par la Cour constitutionnelle, au motif qu'il était poursuivi pour des crimes présumés.

Elu en 2016, M. Touadéra a été réélu en 2020 dans un scrutin très contesté auquel deux électeurs inscrits sur trois n'avaient pas pu prendre part en raison notamment des violences. Fin juillet, une nouvelle Constitution a été votée par référendum à plus de 95%. Cette modification de la loi fondamentale permet au président Touadéra, 66 ans, de briguer un troisième mandat en 2025.

AFP